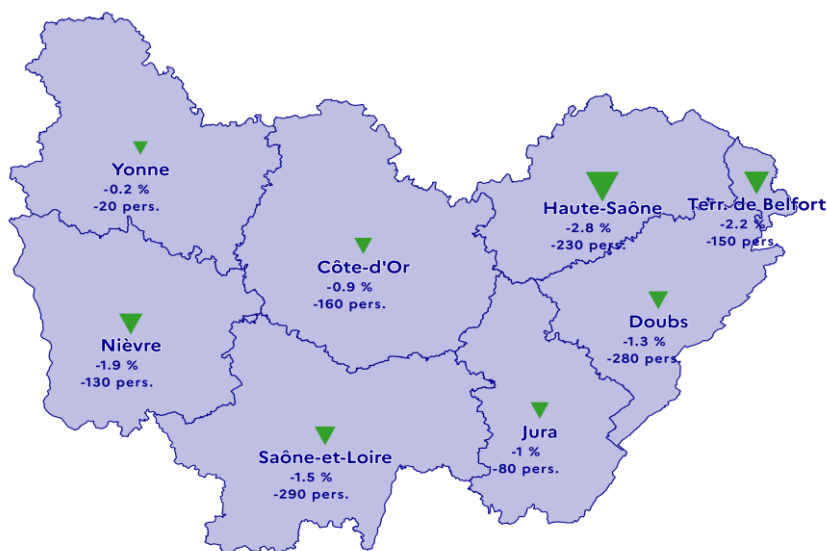


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 1^{ER} TRIMESTRE 2023 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
-1,3 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **7 850** (-1,0 % sur un trim.)
Cat. B, C : **8 720** (+1,2 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **16 570** (+0,2 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,2 % au 4^{ème} trimestre 2022
+ 0,0 pt par rapport au 3^{ème} Trim. 2022
(France métropolitaine : 7,0 % ; -0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

87 770 au 4^{ème} trimestre 2022
- 0,1 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2022

● RECOURS À L'INTÉRIM

3 760 intérimaires au 4^{ème} trimestre 2022
- 2,8 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2022

Au quatrième trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) peine à se stabiliser dans le Jura, soit 110 emplois en moins par rapport au 3^e trimestre 2022. Hors intérim, l'emploi recule dans les services non marchands, plus gros employeur du département. L'emploi dans l'hébergement et la restauration repart à la hausse. Les effectifs continuent de se renforcer dans le commerce et la construction. Ils progressent de nouveau dans l'industrie agroalimentaire dans un contexte de forte hausse des prix. Sur un an, l'emploi salarié est stable alors qu'il progresse au niveau régional (+0,5 %). La demande en intérim repart à la hausse dans le commerce et reste en retrait dans l'industrie. Le dispositif d'activité partielle a davantage été mobilisé par rapport au 3^e trimestre : près de 52 000 heures ont été chômées et davantage de salariés ont été indemnisés (soit 620 personnes). Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 3 500) tend à diminuer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-5,9 %, soit -220), une baisse annuelle nettement supérieure à celle observée au niveau régional.

Au premier trimestre 2023

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle augmente, en particulier dans l'industrie. Les défaillances d'entreprises, plus nombreuses qu'il y a un an, menacent davantage d'emplois. La demande d'emploi de catégorie A diminue de nouveau ce trimestre : -1 % comme au niveau régional (-1,3 %). Elle demeure néanmoins plus importante que l'an dernier (+1,6 % contre -2,8 % en région). Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite progresse (catégories BC). Au total, la demande d'emploi toutes catégories confondues est stable. La demande d'emploi de catégorie A baisse davantage chez les femmes. Elle diminue également dans toutes les tranches d'âge ce trimestre, en particulier chez les personnes de 50 ans ou plus. Les demandeurs d'emploi de longue durée sont nettement moins nombreux qu'il y a un an (-4,4 points par rapport au 1^{er} trimestre 2022).

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Jura :

Données CVS-CJO

	T1 2023	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	7 850	-1,0	+1,6
Catégories B, C	8 720	+1,2	-2,6
Catégories A, B, C	16 570	+0,2	-0,7

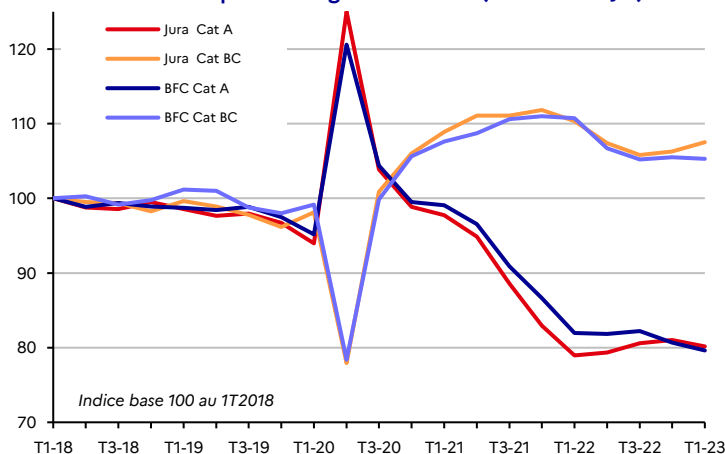
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T1 2023	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	99 370	-1,3	-2,8
Catégories B, C	96 670	-0,2	-4,9
Catégories A, B, C	196 030	-0,8	-3,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T1 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A					
Hommes	4 050	-0,5	+3,1	-1,4	-3,3
< 25 ans	630	+3,3	+10,5	-0,7	+0,4
25 - 49 ans	2 230	-0,9	+3,2	-1,4	-3,3
50 ans et plus	1 200	-0,8	0,0	-1,8	-5,0
Femmes	3 790	-1,8	0,0	-1,2	-2,4
< 25 ans	480	-4,0	+4,3	-1,8	+0,3
25 - 49 ans	2 170	-0,5	+3,3	-1,2	-1,3
50 ans et plus	1 150	-2,5	-6,5	-1,1	-5,7
Total	7 850	-1,0	+1,6	-1,3	-2,8
< 25 ans	1 100	-0,9	+6,8	-1,2	+0,4
25 - 49 ans	4 390	-0,9	+3,1	-1,3	-2,3
50 ans et plus	2 350	-1,7	-3,3	-1,4	-5,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T1 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	7 910	+0,5	+0,4	-0,6	-3,6
< 25 ans	1 150	-0,9	0,0	-1,3	-5,4
25 - 49 ans	4 580	+0,7	0,0	-0,5	-3,9
50 ans et plus	2 180	+0,9	+1,9	-0,4	-1,8
Femmes	8 660	-0,1	-1,6	-0,9	-4,2
< 25 ans	960	-1,0	-7,7	-1,4	-7,3
25 - 49 ans	5 090	0,0	+0,2	-1,0	-3,9
50 ans et plus	2 610	0,0	-2,6	-0,6	-3,4
Total	16 570	+0,2	-0,7	-0,8	-3,9
< 25 ans	2 110	-0,9	-3,7	-1,3	-6,3
25 - 49 ans	9 670	+0,3	+0,1	-0,8	-3,9
50 ans et plus	4 790	+0,2	-0,6	-0,5	-2,7

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T1 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	9 600	+2,1	+7,6	+0,6	+2,9
DELD :					
1 à 2 ans	3 020	-1,6	-9,3	-1,3	-8,8
2 à 3 ans	1 440	-7,7	-22,2	-6,3	-21,8
3 ans et plus	2 510	0,0	-2,7	-1,3	-6,8
Total DELD	6 970	-2,4	-10,2	-2,3	-11,0
Part des DELD	42,1%	-1,1 pt	-4,4 pt	-0,7 pt	-3,6 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T4 2022	Moyenne annuelle 2022	
		2022	2021
Assurance chômage	8 390	8 120	9 330
Solidarité - Etat	620	720	840
Autres	150	150	140
Total DE indemnisés	9 170	8 990	10 310
Formation	770	670	670
Part des DE indemnisés* :			
Jura :	52,2%		
BFC	46,7%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T1 2023	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	288	+16	+5,9	+137	+4,8
Fin de mission d'intérim	165	+15	+9,7	+197	+14,0
Démission	116	+16	+15,6	+156	+15,9
Rupture conventionnelle	128	+7	+5,8	+50	+3,9
Licenc. économique	29	-4	-11,1	-23	-7,9
Autre licenciement	128	-16	-11,1	-84	-6,0
Première entrée ⁽¹⁾	42	-3	-5,9	-54	-6,5
Retour d'inactivité ⁽²⁾	315	+34	+12,1	+369	+11,0
Réinscription rapide ⁽³⁾	242	+8	+3,4	+117	+3,5
Autre motif ⁽⁴⁾	101	+15	+17,5	+169	+13,7
Motif indéterminé	126	-3	-2,1	-47	-2,8
Total	1 681	+85	+5,3	+986	+5,3

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T1 2023	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	309	-17	-5,1	-62	-1,9
Entrée en stage ou formation	204	+7	+3,5	-257	-9,9
Arrêt de recherche**	180	-22	-10,8	-16	-0,8
dont maladie	110	-18	-14,0	-22	-1,7
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	806	+14	+1,7	-243	-2,6
Radiation administrative	135	+12	+9,8	+201	+11,0
Autre cas ⁽²⁾	131	-4	-3,2	+75	+5,0
Total	1 765	-10	-0,6	-302	-1,5

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T1 2023	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Dole	3 070	-1,0	-1,6	49,2	14,0	30,0	6,5
Lons-le-Saunier	2 980	-2,0	+3,5	48,3	14,8	29,9	6,4
Saint-Claude	1 800	+1,1	+4,0	46,7	12,8	29,4	7,6
Jura	7 850	-1,0	+1,6	48,3	14,0	29,9	6,7

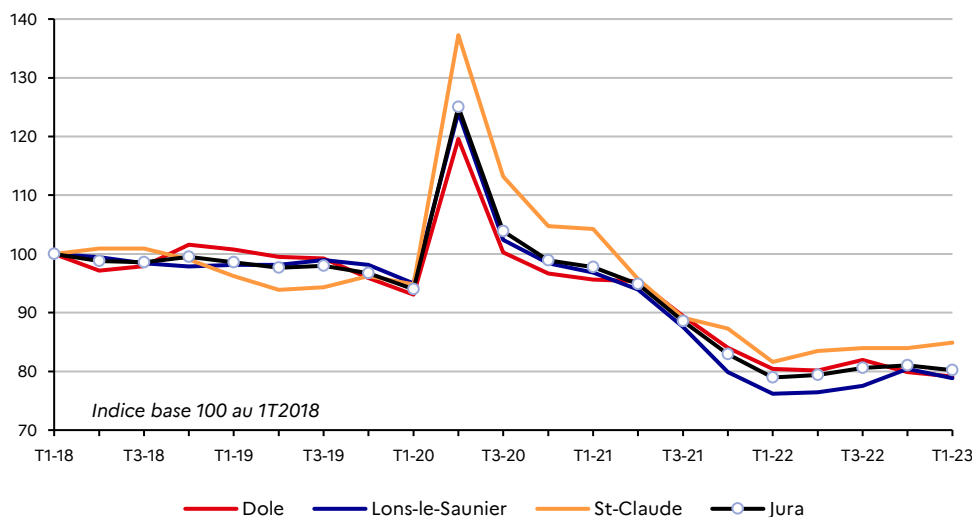
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2019

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T1 2023	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T1 2023	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Dole	6 620	0,0	-1,5	2 840	-2,4	-10,1
Lons-le-Saunier	6 380	+0,3	+1,1	2 620	-1,5	-8,1
Saint-Claude	3 570	+0,3	-2,2	1 510	-3,8	-13,7
Jura	16 570	+0,2	-0,7	6 970	-2,4	-10,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
680	-1,4	690	0,0
710	0,0	730	+10,6
370	+2,8	370	0,0
1 760	-0,6	1 790	+4,1

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2022.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

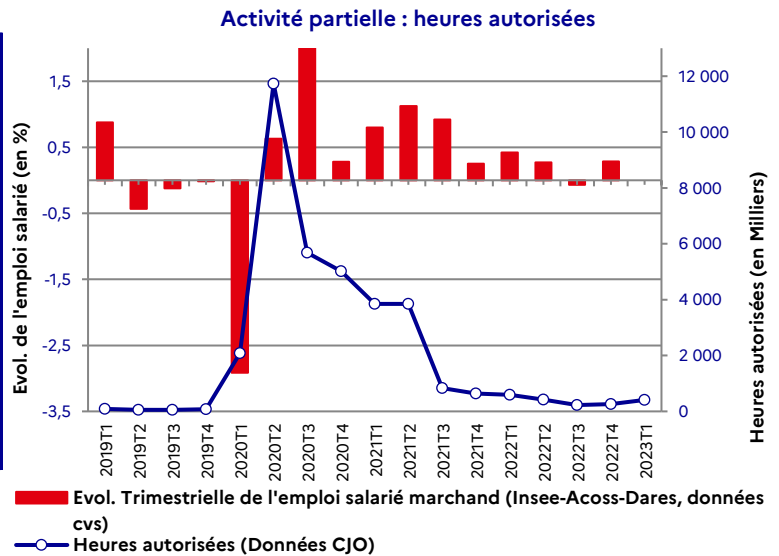
Activité partielle

Données CJO*	Jura	
	T4 2022	T1 2023
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	100	112
Volume d'heures autorisées	259 700	405 195
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	188 579	315 822
Construction	3 209	3 584
Commerce	11 929	11 794
Services	55 983	73 995
Etablissements autorisés	90	101
dont : étabs de 50 sal. et plus	15	20
Nombre de salariés concernés**	2 021	2 720
Total heures autorisées 12 mois glissés	1 485 365	1 302 587

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



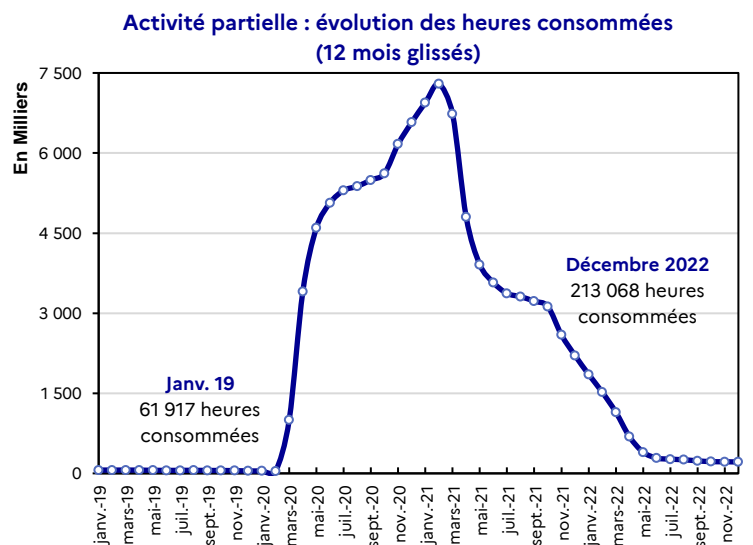
Heures consommées	Jura	
	T3 2022	T4 2022
Nombre d'heures consommées*	33 281	51 731
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	23 655	41 599
Construction	338	0
Commerce	2 336	1 881
Services	6 952	8 252
Etabs ayant consommé des heures	47	53
dont : étabs de 50 sal. et plus	9	8
Nombre de salariés concernés**	379	621
Total heures consommées 12 mois glissés	234 702	213 068

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes	Jura	
	T4 2022	Evol./T4 2021 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	743	+5,8
dont :		
Entreprises individuelles	126	+3,3
Micro-entrepreneurs	470	+24,7
Sociétés	147	-27,6
Cumul sur 12 mois glissés	2 819	+2,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	273	-16,0
Cumul sur 12 mois glissés	1 133	-8,6

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement : Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Ouvrages de procédures	Jura	
	T1 2023	Evol./T1 2022 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	54	+134,8
dont :		
Sauvegardes	s	s
Redressements judiciaires	17	ns
Liquidations judiciaires directes	36	+89,5
Nombre d'emplois menacés	111	+113,5
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	12	ns
Construction	19	+46,2
Commerce	25	ns
Services	55	+83,3
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	175	+103,5

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

ns : non significatif

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Jura 4 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %
Agriculture	1 530	+40	+2,9	+80	+5,2	1 530	+50	+3,0	+80	+5,2
Industrie	19 270	+100	+0,5	+180	+0,9	21 130	-30	-0,2	-200	-0,9
Industrie agro-alimentaire	4 250	+90	+2,2	+110	+2,6	4 700	+100	+2,2	+110	+2,3
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 350	+10	+1,0	+30	+2,2	1 410	+10	+0,6	+20	+1,2
Equipements élec. électron. info., autres machines	1 130	+10	+1,3	+50	+4,2	1 220	0	-0,4	-30	-2,4
Matériels de transport	830	0	-0,5	-30	-3,8	1 000	-10	-0,5	-40	-4,1
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	11 720	-20	-0,1	+30	+0,2	12 800	-140	-1,0	-250	-1,9
Construction	5 490	+10	+0,2	+80	+1,4	5 830	+50	+0,8	+90	+1,6
Commerce ; réparation auto.	11 740	+70	+0,6	+180	+1,6	12 010	+70	+0,6	+170	+1,5
Services marchands	18 380	+40	+0,2	+310	+1,7	19 230	+60	+0,3	+420	+2,2
Transports et entreposage	3 880	-50	-1,2	-70	-1,8	4 180	-10	-0,3	+10	+0,3
Hébergement et restauration	3 010	+30	+0,9	+100	+3,5	3 040	+30	+0,9	+100	+3,5
Information et communication	370	0	-0,6	0	-0,3	380	0	-0,3	0	-0,1
Services financiers	1 610	-20	-1,0	+30	+1,8	1 630	-10	-0,8	+30	+2,0
Services immobiliers	460	-10	-1,2	-20	-4,4	460	-10	-1,2	-20	-4,3
Services aux entreprises	5 480	+70	+1,3	+200	+3,8	5 980	+40	+0,7	+220	+3,8
Services aux ménages	3 560	+20	+0,6	+70	+2,0	3 560	+20	+0,5	+70	+1,9
Services non marchands	27 980	-290	-1,0	-430	-1,5	28 040	-290	-1,0	-430	-1,5
Ensemble	84 380	-20	-0,0	+390	+0,5	87 770	-110	-0,1	+120	+0,1

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

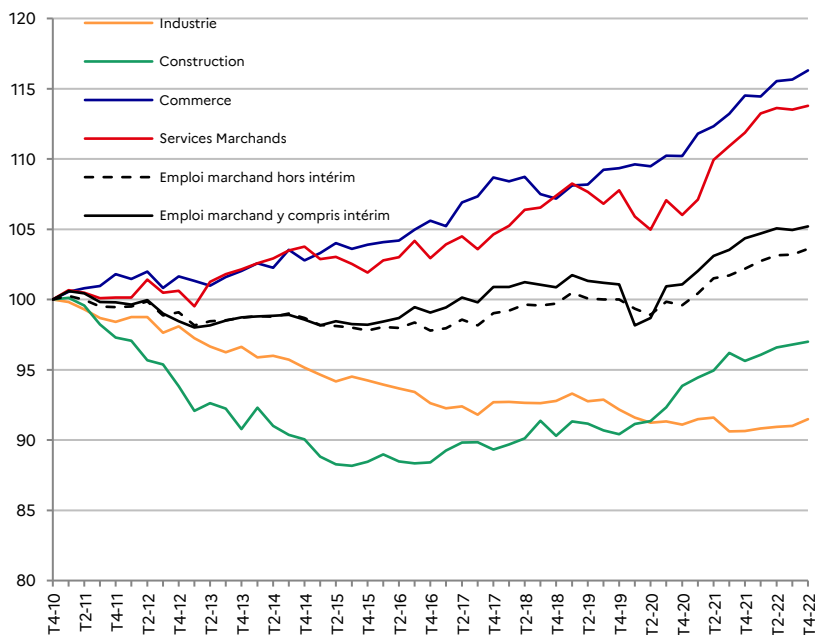
Traitement : Dreetts BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

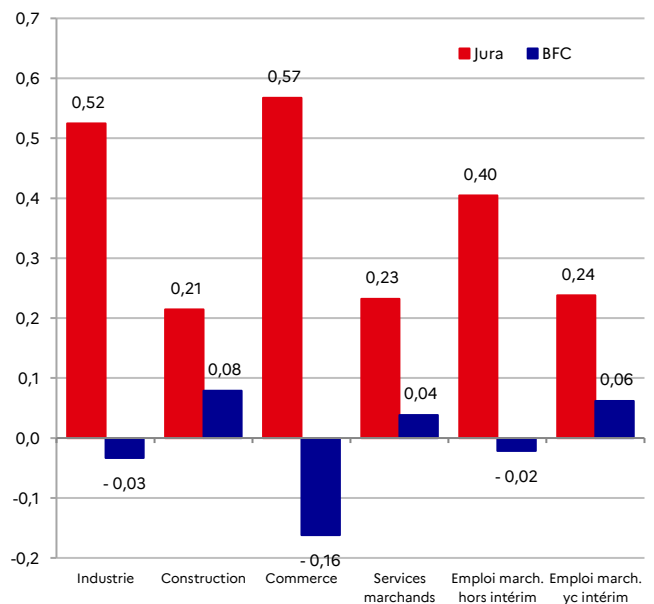
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 3^{ème} trim. et le 4^{ème} trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura 4 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	0,3	+0,2	s	s	s	2,6	-3,1
Industrie	1 930	-8,1	-18,6	9,1	-1,9	1 900	-9,5	-16,7	2,3	0,0
Construction	530	+2,2	+8,5	8,7	+0,5	510	+13,3	+10,9	3,5	+0,6
Commerce	330	+3,6	-2,0	2,8	-0,1	350	0,0	+2,9	1,4	0,0
Services	970	+3,5	+10,7	5,0	+0,4	1 030	+6,2	+17,0	1,3	+0,1
Ensemble	3 760	-2,8	-7,6	6,3	-0,6	3 790	-2,1	-4,5	2,0	0,0

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

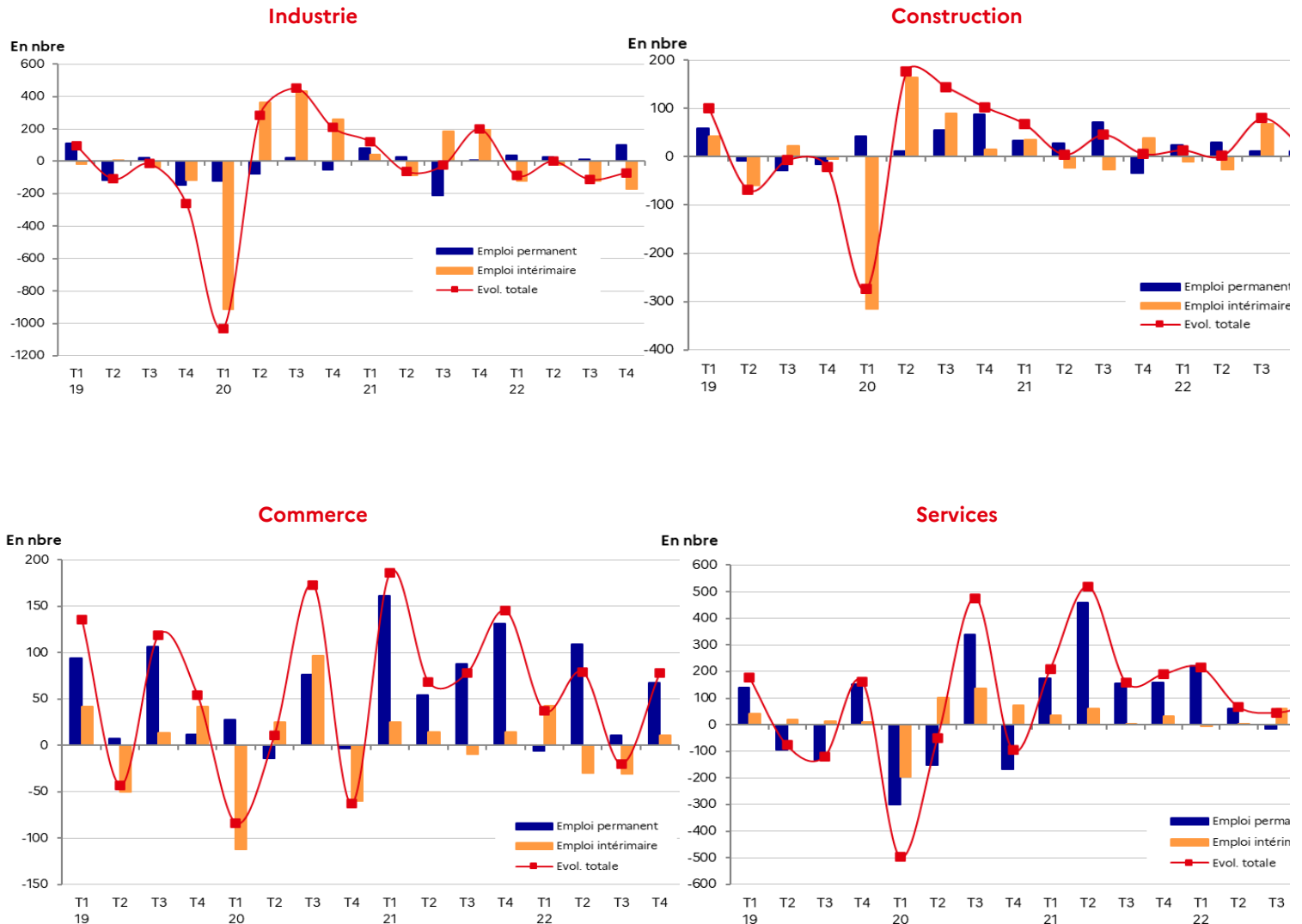
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Jura		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
4^{ème} trimestre 2022						
Embauches		1 257	399	1 958	9 370	12 984
Répartition en %		9,7	3,1	15,1	72,2	100,0
dont en % :						
	CDD	47,6	55,6	60,2	86,2	77,6
	< 25 ans	31,7	37,1	53,6	24,0	29,6
	25 - 49 ans	50,0	50,1	34,1	45,9	44,6
	50 - 54 ans	6,5	5,3	4,7	9,1	8,1
	55 ans ou plus	11,9	7,5	7,6	21,0	17,7
	Femmes	42,5	8,8	60,4	62,8	58,8
Sorties		1 262	615	1 964	9 904	13 745
Répartition en %		9,7	4,7	15,1	76,3	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	33,2	39,8	50,0	82,0	71,1
	dont CDD < 1 mois	43,4	25,7	68,1	84,6	79,7
	Demissions	25,6	24,9	20,6	7,4	11,7
	Licenciements économiques	2,0	2,1	1,4	0,3	0,7
	Licenc. non économiques	12,2	11,2	7,5	2,7	4,6
	Retraite	7,8	4,6	3,2	1,3	2,3
	Ruptures Conventionnelles	6,0	6,8	4,1	1,8	2,8
	< 25 ans	25,3	27,0	48,5	22,2	26,4
	25 - 49 ans	43,7	52,8	36,0	45,9	44,6
	50 - 54 ans	8,3	7,8	3,8	9,3	8,3
	55 ans ou plus	22,7	12,4	11,6	22,7	20,6
	Femmes	42,4	6,2	60,1	62,3	57,7

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs,

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

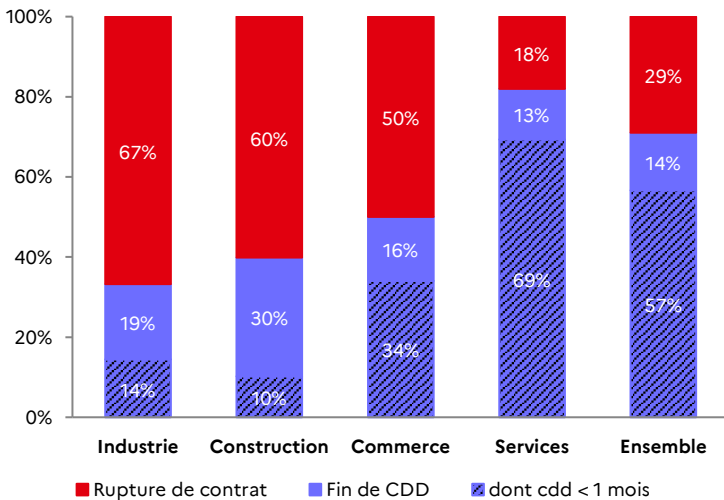
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

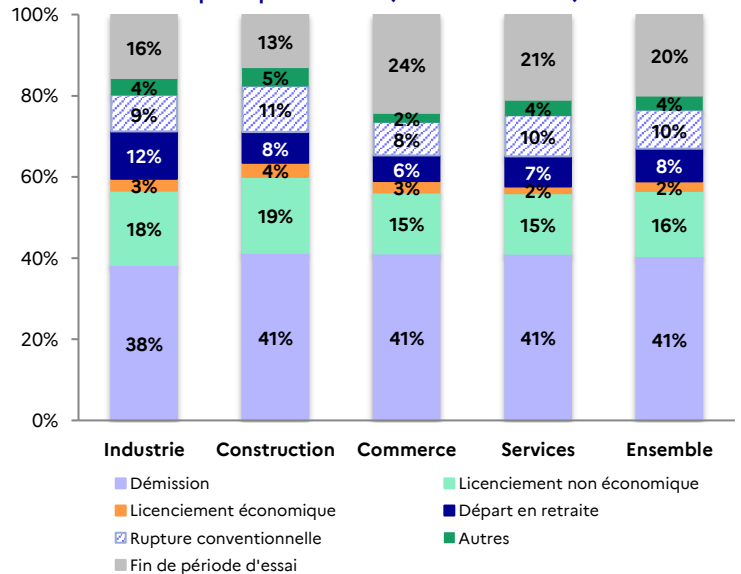
Lecture : Au 4^{ème} trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 47,6 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,7 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 34 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 38 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Jura		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
4^{ème} trimestre 2022							
Actifs en emploi (en %)		10,1	57,7	14,8	17,4	52,5	30,3
Embauches		3 845	5 795	1 049	2 295	7 634	2 153
dont en % :							
	CDD	78,2	72,0	79,6	89,9	81,7	80,9
Sorties		3 633	6 132	1 146	2 834	7 927	2 039
dont en % :							
	Fins de CDD	73,5	67,6	72,2	74,9	76,6	78,4
	dont CDD < 1 mois	78,9	76,3	81,3	86,7	83,4	83,9
	Demissions	11,0	15,6	11,0	4,8	9,2	8,9
	Licenciements économiques	0,2	0,7	1,2	1,1	0,5	0,1
	Licenc. non économiques	5,1	4,9	4,8	3,2	3,6	4,1
	Retraite	0,0	0,0	0,1	11,3	1,7	0,0
	Ruptures Conventionnelles	1,1	3,9	4,3	1,7	2,4	0,8

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 89,9 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

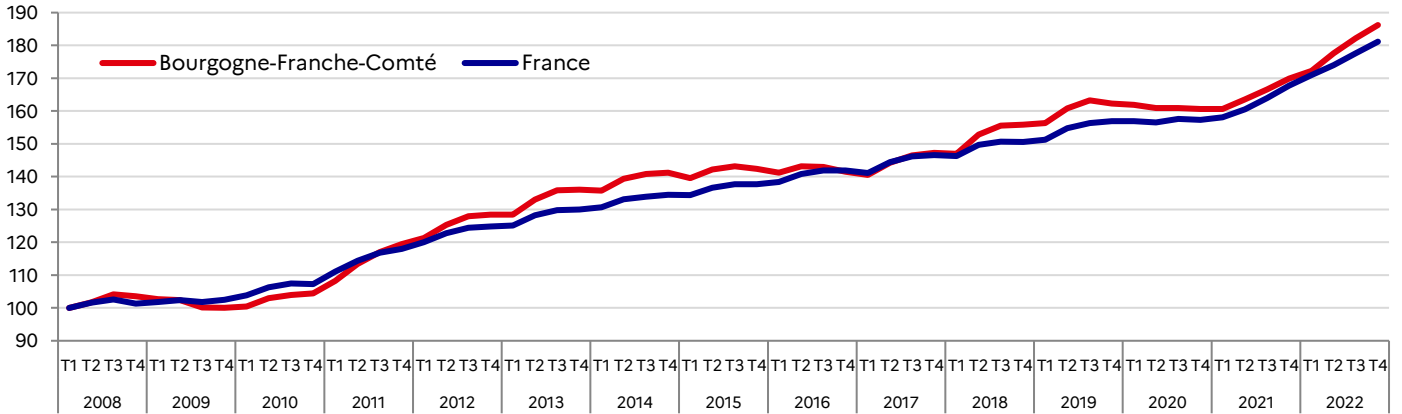
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2022	Actifs occupés RP 2019	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 570	219 740	22,1	+0,4	+2 600	+1,2	197	0,4	+5,3	+36	+22,4
Doubs	222 456	199 810	20,1	+0,1	+1 590	+0,8	31 323	71,4	+1,9	+2 520	+8,7
Jura	105 149	87 770	8,8	-0,1	+120	+0,1	7 292	16,6	+2,4	+600	+9,0
Nièvre	70 977	64 310	6,5	-0,3	-270	-0,4	14	0,0	-12,5	0	0,0
Haute-Saône	92 428	69 690	7,0	-0,2	+20	+0,0	642	1,5	+4,1	+106	+19,8
Saône-et-Loire	211 125	192 460	19,4	+0,0	+1 560	+0,8	207	0,5	0,0	+10	+5,1
Yonne	126 632	110 360	11,1	-0,1	-380	-0,3	26	0,1	0,0	+1	+4,0
Territoire de Belfort	55 791	49 990	5,0	-0,2	+170	+0,3	4 198	9,6	+4,0	+566	+15,6
BFC	1 105 129	994 130	100,0	+0,0	+5 410	+0,5	43 899	100,0	+2,2	+3 839	+9,6

Sources : INSEE - RP 2019; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

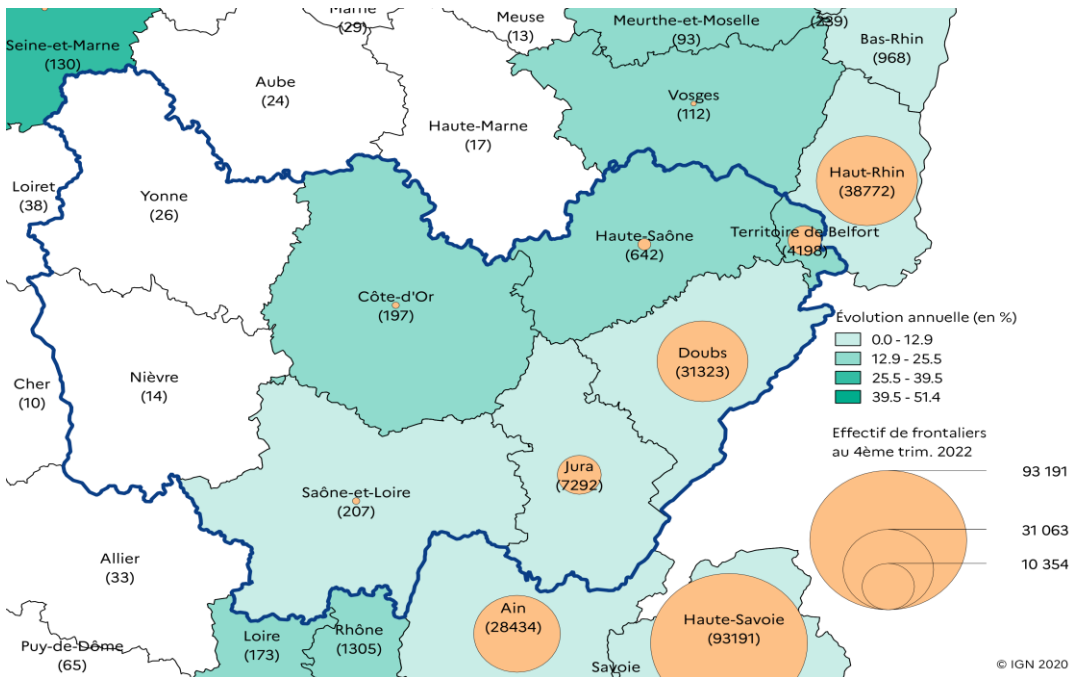
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 8,7 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 31 323 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC
	T1 2023	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 22	Var.(%)/ cumul 2022
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	62	62	0,0	-23,0
jeunes	12	12	-7,7	-31,1
seniors	14	14	-	-
bénéficiaires RSA	22	22	-	-
DELD	31	31	-	-
TH	8	8	-	-
résidents QPV	12	12	+71,4	-37,0
résidents ZRR	16	16	-5,9	-27,2
éducation nationale	s	s	s	-50,0
CIE Jeunes	48	48	-23,8	-27,6
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	132	132	-16,5	-23,3
dt résidents QPV	16	16	-15,8	-32,7
CEJ*	179	179	+42,1	+42,2
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	12	12	+140,0	-7,0
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T2022)				
- secteur public	21	82	+8,0	+6,0
- secteur privé	395	2 630	+13,0	+12,0

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 13

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T3 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2021
Côte d'Or	356	1 223	-6,6
Doubs	450	1 425	-6,3
Jura	265	954	-6,3
Nièvre	195	608	-27,6
Haute-Saône	161	562	+10,6
Saône-et-Loire	440	1 429	-11,2
Yonne	383	1 239	-16,0
Territoire de Belfort	114	445	+7,7
BFC	2 364	7 885	-9,3

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Jura		BFC
	T1 2023	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	129	-39,0	-39,3
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	550	-50,9	-41,1
CEJ*	233	-	-
IAE (au 3T 2022)	994	-0,7	-3,6

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH). Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2022 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 3T2022)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 953	-1,0	38 957	+4,8	8 683	+4,2	1 593	-22,3
Doubs	12 553	-2,8	34 323	+4,2	10 460	+1,6	1 823	-20,6
Jura	3 537	-5,9	16 320	+4,9	5 340	+3,6	703	-24,1
Nièvre	5 700	-0,9	14 277	+2,9	6 350	+1,9	807	-22,2
Haute-Saône	4 033	-3,6	15 897	+4,4	5 563	+3,5	1 013	-16,9
Saône-et-Loire	10 293	-1,2	38 110	+3,8	12 057	+4,0	2 087	-17,8
Yonne	8 857	-1,9	24 347	+3,5	7 830	+2,3	1 263	-23,4
Territoire de Belfort	4 320	-2,8	10 033	+3,7	2 420	+3,4	700	-16,7
BFC	59 247	-2,1	192 263	+4,1	58 703	+3,0	9 990	-20,5

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

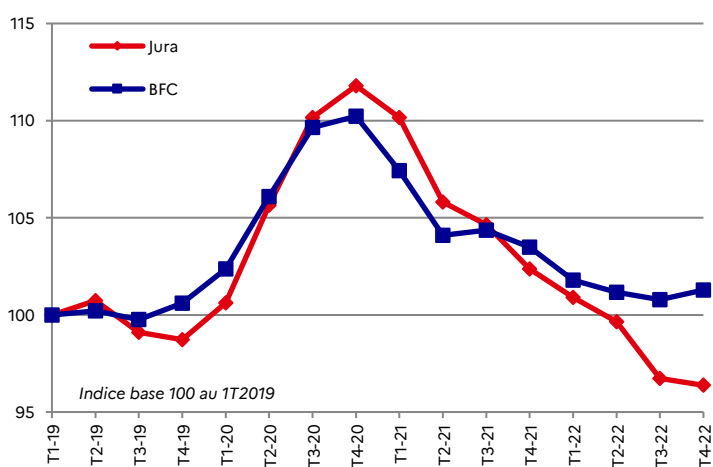
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

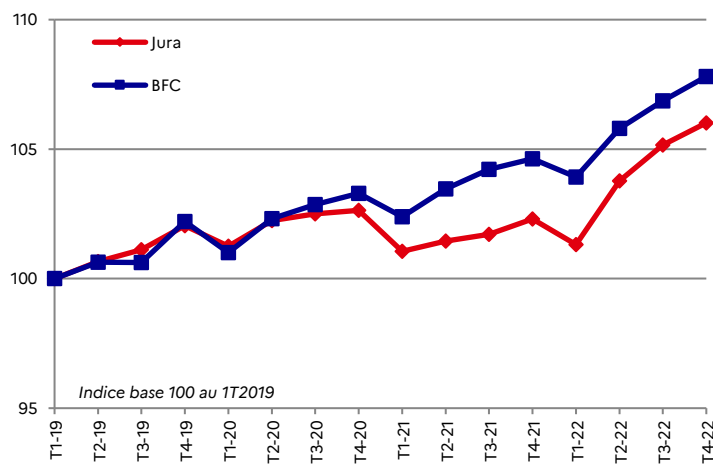
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

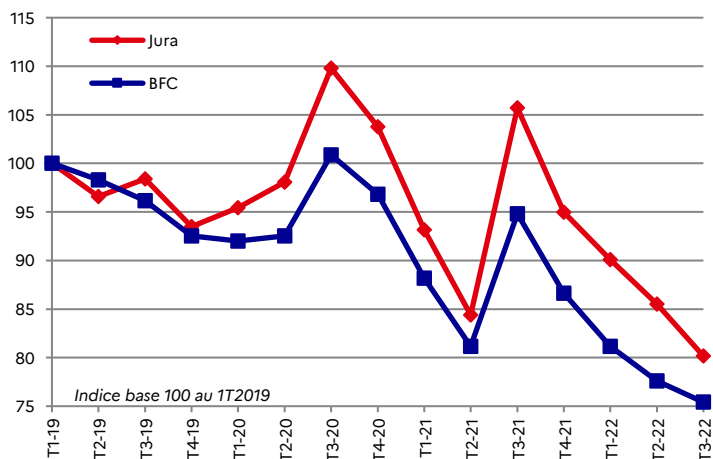
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

